

« Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur » *Fernand Pelloutier*

**Pour le maintien de tous les régimes de retraite existants !
Pour le maintien de tous nos droits et l'augmentation des pensions !
Tous concernés et mobilisés pour stopper le projet du gouvernement Macron
FO dit NON AU REGIME UNIQUE PAR POINTS**

SOMMAIRE :

P1 : Edito spécial 5 décembre

P2 : retraites : Campagne de mobilisation

P3 : Assurance Chômage : nouveau recul social

P4 : Vie de l'UD FO 37



Édito :

**Grève interprofessionnelle
à partir du 5 décembre
Pour défendre nos retraites**



Grégoire Hamelin
S.G. UD FO 37

tout ce qui est rattaché à un statut et aux droits collectifs. Avec le projet Macron/Delevoye, les salariés du public et de privé réalisent que demain ils seront tous perdants...

Nous réaffirmons que la part des retraites dans le P.I.B ne doit pas baisser comme le préconise le gouvernement mais augmenter pour faire face au besoin.

Mes chers camarades,

En guise d'éditorial je vous propose ci-dessous la déclaration intersyndicale départementale qui prépare la mobilisation pour la grève à partir du 5 décembre :

Toutes les luttes depuis des mois dont celles des urgences dans la santé, l'enseignement, les finances, l'Energie...

Les financements existent, il est nécessaire de les renforcer avec l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, la hausse des salaires, le plein emploi...

Nous réaffirmons notre opposition à un système par points qui dégrade le montant des pensions, à tout nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, que ce soit par la création d'un âge d'équilibre ou par l'allongement de la durée de cotisations

XXXV congrès de l'UD FO 37, le Jeudi 28 Novembre 2019

démontrent le rejet massif des contre-réformes du gouvernement par les salariés et leur volonté de défendre leurs acquis, les emplois et les conditions de travail. Nos organisations dénoncent la répression qui s'est abattue tout au long de l'année 2019 contre les manifestants, les gilets jaunes, les syndicalistes et condamnent fermement cette stratégie ultra autoritaire du gouvernement qui instaure un climat de peur et qui remet en cause les libertés collectives dont le droit de manifester. Cet été M. Delevoye a présenté son rapport visant à instaurer un régime unique de retraite par points qui prévoit la destruction des 42 régimes de retraite existants donc in fine

ainsi qu'à tout système de décote/surcote. Le gouvernement a ouvert de pseudo « concertations » qui devraient s'étendre sur une période d'un an. Pour notre part, nous réaffirmons que nous n'avons pas à « négocier » les réglages d'un système qui dégraderait le niveau de nos retraites.

C'est le retrait du projet de retraite universelle par points purement et simplement qu'il faut obtenir !

En ce sens, Nos organisations départementales se prononcent clairement pour le maintien des 42 régimes de retraites existants ; en particulier le maintien du régime général, (suite P2)

«La Gazette Syndicale»

La lettre d'information et d'éducation syndicale de l'Union Départementale CGT-FORCE OUVRIERE d'Indre et Loire

Quatre pages !

Envoyer vos photos, tracts, dessins, points de vue à : lagazettesyndicale@gmail.com

Suite de l'édito

des retraites complémentaires, des régimes spéciaux et du Code des pensions civiles et militaires, ainsi que pour la reconquête du droit à la retraite à 60 ans à taux plein.

Depuis la rentrée des grèves importantes et unitaires ont eu lieu à la SNCF, à la RATP, chez les personnels navigants, dans la Santé (services d'urgences et les Ehpad), à EDF. Les retraités eux-mêmes ont manifesté à nouveau partout en France pour exiger la suppression de la hausse de la CSG et la revalorisation des pensions.

D'autres actions, grèves et manifestations sont à venir dans différents secteurs comme les finances, la santé, au niveau des Transports (RATP, cheminots, transport routier) un appel intersyndical à la grève reconductible est lancé pour le 5 décembre.

PROJET DE RETRAITE MACRON/DELEVOYE :

Tous perdants ! Tous concernés ! Tous mobilisés
Grève interprofessionnelle à partir du 5 décembre

Réunies le 16 octobre 2019, nos organisations départementales rejoignent l'appel national des organisations syndicales et de jeunesse et s'inscrivent dans la mobilisation et la grève interprofessionnelle dès ce jeudi 5 décembre.

Les UD FO, CGT, FSU et Solidaires 37 appuient et soutiennent toutes ces mobilisations qui ouvrent des perspectives pour gagner et faire reculer le gouvernement et qu'il abandonne son projet de réforme des retraites.

Seule l'action collective, la grève interprofessionnelle dans l'unité la plus large du public et du privé avec l'ensemble des salariés, des retraités et privés d'emploi, constitue le moyen le plus sûr pour empêcher cette réforme de régression sociale. C'est cette question de la construction du rapport de force qu'il faut mettre en débat partout avec l'ensemble des salariés, pour obtenir des prises de position et préparer la nécessaire riposte.

En conséquence l'Intersyndicale Départementale CGT, FO, FSU, Solidaires 37 appelle à tenir ensemble et dès maintenant dans tous les secteurs du public et du privé, des réunions et des assemblées générales, pour renforcer les mobilisations et préparer la grève dès le 5 décembre, à partir des revendications de chacun.

Pour cela, elle décide d'engager une large campagne d'information et d'organiser **une réunion d'information et de mobilisation, le mardi 26 novembre 2019.**

MARDI 26 NOVEMBRE 2019 :

Réunion Publique d'information et de mobilisation, à Tours au Centre de Vie du Sanitas, salle polyvalente, Accueil à partir de 17H30

Campagne départementale de mobilisation et d'information contre le projet Macron/Delevoeye régime unique de retraite par points

L'intersyndicale FO, CGT, FSU et Solidaires 37 a décidé de mener durant tout le mois de novembre une vaste campagne d'information et de mobilisation pour préparer la grève à partir du 5 décembre et faire reculer le gouvernement (déjà contraint de différer son calendrier).

Elle invite donc ses syndicats à s'organiser dans les entreprises et les administrations, pour tenir des AG ou des réunions d'information communes avec les salariés et à prendre position pour ancrer la mobilisation, à l'instar des syndicats de la RATP, à la SNCF....qui montrent ainsi la voie à suivre.

L'intersyndicale a aussi réalisé un 4 pages sur le projet Macron concernant les retraites pour expliquer ce dont il retourne exactement de la réforme vers un régime unique par points.

Elle a prévu aussi un plan de distribution du 4 pages :

- **Le 7 novembre à Tours Nord : rdv parking Auchan à 7H00**
- **Le 12 novembre à la Gare de Tours : rdv à 7H00**
- **Le 26 novembre : Réunion publique au Sanitas à 17H30**

Les Retraites : Tous Concernés, Tous mobilisés pour gagner ! : Maintien des 42 régimes existants ! Amélioration des droits



FO défend les droits à la retraite pour chacun : nous tous aujourd'hui, nos enfants ou nos petits-enfants demain. **FO** n'entend pas cautionner la remise en question des droits des générations futures.

UN SYSTÈME UNIQUE DE RETRAITE PAR POINTS MODIFIERAIT :

LE MODE DE CALCUL DU MONTANT DE LA RETRAITE	L'ÂGE DE DÉPART	LA DURÉE D'ACTIVITÉ
Il prendrait en compte l'ensemble de la vie professionnelle en lieu et place des meilleures années. Ainsi, il faudra se constituer un "capital" de points, y compris pendant les périodes difficiles (chômage, CDD, petits salaires).	L'âge pivot à 64 ans pour pouvoir partir à taux plein inclurait un malus qui amputerait la pension de moins 10%, impactant celles et ceux qui y ayant pourtant droit voudraient partir à 62 ans. Avec ce système unique par points, l'âge d'ouverture des droits, même maintenu à 62 ans, deviendrait virtuel.	Si ce capital ne suffisait pas, si le montant de la pension ne suffit pas, il faudra poursuivre son activité pour acquérir des points supplémentaires et donc travailler plus longtemps.

SI LE GOUVERNEMENT A DU REPOUSSER LE CALENDRIER DE SON PROJET, FO RESTE DÉTERMINÉE DANS SON REFUS DU RÉGIME UNIQUE PAR POINTS ET APPELLE, AVEC D'AUTRES SYNDICATS, À LA GREVE.

Notre système fonctionne. Il mérite d'être défendu et amélioré ! **FO** appelle tous et toutes à se réunir dans les entreprises et dans les services, en réunions syndicales et assemblées générales pour proposer de rejoindre au niveau interprofessionnel les appels à la grève lancés à partir du 5 décembre par l'unité d'action syndicale la plus large.

EN FO RCE POUR NOS RETRAITES
MOBILISONS NOUS #5DECEMBRE



JEUDI 5 DECEMBRE 2019 : GREVE INTERPROFESSIONNELLE ET MANIFESTATION

Départ du cortège unitaire à 10H00
Place de la Liberté à Tours

Assurance Chômage : le gouvernement acte un nouveau recul des droits.

Les explications par le syndicat départemental FO POLE EMPLOI

Des décrets pleins de mauvaises surprises !

Conformément aux déclarations de la ministre du Travail du 18 juin dernier, la réforme de l'Assurance chômage se fera par décrets la semaine prochaine. Mais autant la couleur de certaines mesures avait été annoncée, autant pour d'autres, elle avait été dissimulée.

Ainsi, FO découvre que :

- la convention d'Assurance chômage du 14 avril 2017 va être abrogée ! Il n'y a donc plus de convention d'Assurance chômage mais uniquement un « règlement » défini unilatéralement par le gouvernement ;
- la contribution de l'Unedic à Pôle emploi augmente d'1 point, ce qui équivaut à plus de 370 millions d'euros. Autant dire que ce sont les demandeurs d'emploi qui paieront leur accompagnement !
- La revalorisation de l'allocation d'Assurance chômage n'est désormais plus de la responsabilité des interlocuteurs sociaux, mais de celle du ministère du Travail !

Par ailleurs, toujours dans la lignée de ce que FO dénonce depuis le début de cette réforme, le décret contient des mesures réductrices de droit, en particulier, pour les demandeurs d'emploi les plus précaires, telles que :

- le durcissement des conditions d'accès à l'Assurance chômage : de 4 mois de travail à 6 mois, ce qui privera ou retardera l'indemnisation de plus de 300 000 demandeurs d'emploi ;
- le rehaussement de la condition du rechargement de 1 à 6 mois : c'est ainsi que plus de 250 000 demandeurs d'emploi seront impactés ;
- la baisse de la période de référence de travail de 28 mois à 24 mois : en conséquence environ 250 000 allocataires verront leur durée de droits réduite ;
- la dégressivité au 7^{ème} mois d'indemnisation de 30% pour les demandeurs d'emploi qui avaient un revenu de travail supérieur à 4500 euros bruts : environ 65 000 personnes touchées par cette mesure ;
- le nouveau calcul de l'allocation chômage : les indemnités chômage seront calculées à partir du salaire journalier moyen de référence et non plus sur les jours travaillés, ce qui devrait impacter plus de 2 millions de personnes !

FO s'insurge donc contre l'ensemble de ces mesures particulièrement injustes !

Après une lettre de cadrage délibérément contraignante, des ingérences publiques répétées de l'exécutif dans le cours de la négociation, il y a là une étape supplémentaire grave, mettant en cause le droit de la négociation collective, protégé par les principes et droits fondamentaux au travail édictés par l'OIT.

Paris, le 10 juillet 2019

Réaction de Force ouvrière aux propos de la ministre du travail sur l'assurance chômage

Interrogée ce matin, la ministre du travail a explicité de manière particulièrement limpide les plans du gouvernement pour les demandeurs d'emploi. En effet, la présentation des motivations pour la réforme de l'assurance chômage conforte l'analyse qu'avait faite Force ouvrière : il s'agit bien de diminuer les droits afin de contraindre les demandeurs d'emploi à reprendre n'importe quel emploi, à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions.

Si l'assurance chômage, ce n'est pas un métier, la précarité ne peut pas non plus être un métier. Une telle logique conduit à exonérer, tant le gouvernement que les employeurs, à devoir faire en sorte d'améliorer la qualité des emplois et leurs rémunérations ainsi que l'accès aux formations requises.

Dans cette logique de multiplication des emplois atypiques, mal rémunérés, à temps souvent partiel, voire très partiel, ce n'est pas un emploi mais plusieurs que devront reprendre les demandeurs d'emploi. En outre, avec la réforme à venir, les demandeurs d'emploi ne pourront plus cumuler l'indemnisation et la reprise d'un emploi. Ainsi, les 700 000 offres d'emploi évoquées par la ministre paraissent bien dérisoires, en regard des 6,5 millions de personnes toujours inscrites à Pôle emploi, indemnisés ou non.

Les nouvelles règles de calcul de l'indemnisation chômage prévue pour le 1^{er} avril 2020 plongeront de nombreux demandeurs d'emploi dans la pauvreté, alors même que ce taux a déjà augmenté très rapidement en 2018.

Force Ouvrière rappelle son opposition à une réforme particulièrement injuste et inutile.

FO réaffirme que la réponse passe par des politiques économiques qui garantissent des emplois pérennes et de qualité avec des salaires décents, de l'entrée dans la vie active à la retraite.

Paris, le 22 octobre 2019

Assurance chômage : attention changement !

Au 1^{er} novembre 2019, puis au 1^{er} avril 2020 les règles d'indemnisation suite à la perte volontaire ou involontaire d'un contrat de travail évoluent. Au-delà des conséquences néfastes de ces changements qui sont largement commentés par notre organisation syndicale, la gazette a décidé de vous proposer une synthèse pratique de ces évolutions. Comme toutes les synthèses, celle-ci n'est pas exhaustive. Nous invitons les camarades qui le souhaitent à se rapprocher de l'UD pour plus de précisions.

A partir du 1^{er} novembre :

- Si vous avez moins de 53 ans, il vous faudra avoir travaillé au moins 6 mois dans les 24 derniers mois pour prétendre à la possibilité d'une ouverture de droits. Pour les 53 ans et plus, il vous faudra avoir travaillé au moins 6 mois dans une période de 36 mois.
- Conditions d'indemnisation des démissionnaires hors cas particuliers déjà légitimes :
 - o Avoir travaillé 5 ans dans les 5 dernières années.
 - o Avoir un projet de reconversion professionnel formalisé dans le cadre d'un accompagnement CEP (Conseil en évolution professionnelle) nécessitant soit une formation ou impliquant une reprise ou création d'entreprise.
 - o Avoir son projet validé par une commission paritaire régionale (Transition Pro, créée au 1^{er} janvier 2020).
- **Alerte :** Si vous démissionnez sans au préalable avoir pris ces précautions, vous ne pourrez pas être indemnisés par Pôle emploi.
- Conditions d'ouverture de droits aux indépendants :
 - o 2 ans d'activité non salariée au titre d'une seule et même entreprise.
 - o Un revenu d'activité antérieur supérieur ou égal à 10 000 euros par an.
 - o Des ressources inférieures à un plafond mensuel.
 - o Une allocation journalière de 26,30 est attribuée pour 182 jours.
 - o L'entreprise doit avoir fait l'objet d'une ouverture de liquidation judiciaire ou d'un redressement judiciaire subordonnée au remplacement du dirigeant.
- **Commentaire FO :** Cela ne devrait pas concerner grand monde.

A partir du 1^{er} avril :

- Nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence et de la durée d'indemnisation :
 - o Durée d'indemnisation : Période du 1^{er} jour du 1^{er} contrat au dernier jour du dernier contrat dans la limite de 24 mois pour les moins de 53 ans et de 36 mois pour les 53 ans et plus.
 - o
$$\text{Salaire journalier de référence} = \frac{\text{Salaire Brut} \times \text{Nombre de mois travaillés}}{\text{Durée de la période d'indemnisation}}$$

Alerte : Les intérimaires qui ont des interruptions entre les missions risquent de connaître leur période d'indemnisation prolongée, mais leur allocation journalière fortement baissée.

Voilà en substance ce qu'il faut retenir des changements.

Si vous souhaitez aller plus loin, vous pouvez consulter le simulateur de droits mis à votre disposition à l'adresse suivante :

<https://candidat.pole-emploi.fr/candidat/simucalcul/perteeemploi>

Gaëtane GROSBOIS

Secrétaire du Syndicat FO POLE EMPLOI 37



Vie de l'Union Départementale FO 37 et de ses syndicats

C.S.E : Retour d'expérience avec notre camarade Christophe Bodin Secrétaire du syndicat FO métaux SKF à Saint-Cyr-Loire



Alors qu'il ne reste plus que quelques semaines pour que toutes les entreprises soient passées en mode « CSE : comité social économique », fusion des instances DP, CE et CHSCT, la gazette a souhaité prendre l'exemple d'une mise en œuvre. Vérifions avec Christophe BODIN (DS et RS FO chez SKF) si cette fusion a permis d'améliorer le dialogue social comme nous le vendait la CFDT et le gouvernement, lors des ordonnances Macron sur le Code du Travail.

La Gazette : Christophe, vous êtes passé en CSE il y a quelques mois. Pourrais-tu me dire ce que cela a changé pour vous ?

Christophe : Dans la bataille des négociations, qui s'est étalée sur un an, nous avons perdu une dizaine de représentants. Et encore, je dois dire que chez SKF nous avons plutôt un bon dialogue social. La conséquence est qu'il y a plus de boulot pour les élus aujourd'hui, et qu'en plus ils doivent être compétents sur les trois champs que recouvraient les DP, CE et CHSCT. C'est complexe tant au niveau de l'organisation des réunions que des compétences et du temps à déployer pour faire du bon boulot syndical.

La Gazette : Je comprends. Comment faites-vous face ? Comment s'organisent vos réunions CSE ?

Christophe : Pour l'instant, nous avons fait le choix, en accord avec notre employeur de fonctionner comme avant. Nos réunions se déroulent en trois temps. Un temps pour les questions DP, un autres dédié au CSSCT, et oui nous avons perdu le H d'hygiène dans la bataille, et un troisième temps consacré au CE et à l'organisation plus stratégique de l'entreprise. Nous en sommes encore aux premières réunions, mais nous sentons bien que celles-ci vont devoir durer plus longtemps au grand dam de notre employeur. Mais chez-nous par exemple, il y avait un gros boulot du CHSCT. Notre employeur va devoir comprendre que même s'il n'y a plus de CHSCT, sa responsabilité reste engagée en cas de souci.

La Gazette : Avez-vous mis en place des représentants de proximité ?

Christophe : Pas exactement. Nous avons réussi à obtenir 4 représentants de vie sociale. La différence avec les RP (représentants de proximité), c'est qu'ils ne sont pas désignés par le CSE, mais par chaque organisation syndicale indépendamment des résultats électoraux. Ils n'ont que 10 heures de délégations chacun. C'est peu mais c'est déjà ça. Et si nous avons réussi à obtenir ce dispositif c'est qu'il y a eu une unité syndicale forte sur cette question.

La Gazette : Merci à toi camarade pour ce retour d'expérience.

En conclusion et sur cet exemple, nous ne pouvons malheureusement pas donner raison au gouvernement et à la CFDT sur une possible amélioration du dialogue social. Au mieux ce dialogue, quand il existait déjà, reste inchangé, avec une perte de moyens significatifs et une complexification accrue des missions des nouveaux élus et représentants.

N'hésitez pas à faire remonter vos témoignages à la rédaction de « La gazette », nous nous en ferons les relais. Fraternellement.

Pour la rédaction, Philippe OLIVEIRA

XXXV congrès de l'UD FO 37, le Jeudi 28 Novembre 2019

C'est la dernière ligne droite pour la préparation du congrès de l'Union Départementale des Syndicats FO d'Indre et Loire. Congrès statutaire où les syndicats désigneront les nouvelles instances de l'UD FO 37, dont les 30 camarades appelés à siéger à la Commission Administrative. Les candidatures ont toutes été enregistrées, 11 nouveaux candidats issus du privé et du public démontrent le développement et le dynamisme de notre organisation. Déjà plus de 255 inscrits aux travaux du congrès, avec l'objectif de regrouper 450 militants, sous la Présidence de Roxanne IDOUDI (Secrétaire Confédérale) à la veille de la grève du 5 décembre. Inscriptions au Secrétariat



Retrouvez albums, vidéos, photos, tracts, résolutions, déclarations, informations, sur le site de l'UD FO 37 :

<http://37.force-ouvriere.org>

Réseaux sociaux :

<https://twitter.com/FORCEOUVRIERE37>

<https://www.facebook.com/udfo37>

Adresse postale U.D. F.O. 37:

Maison des syndicats,
La Camusière,
18, rue de l'Oiselet
37550 Saint-Avertin.

«La Gazette Syndicale»

La lettre d'information et d'éducation syndicale de l'Union Départementale CGT-FORCE OUVRIERE d'Indre et Loire

Quatre pages !

Envoyer vos photos, tracts, dessins, points de vue à : lagazettesyndicale@gmail.com